

# Le grand malaise

## Enquête sur les classes moyennes

Jérôme Fourquet  
Alain Mergier  
Camille Peugny

# Le grand malaise

## Enquête sur les classes moyennes

### AVERTISSEMENT

La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.

Jérôme Fourquet

Alain Mergier

Camille Peugny

## SOMMAIRE

<b>Introduction</b> .....	5
<b>Les classes moyennes fragilisées</b> .....	9
Jérôme Fourquet	
Un descenseur social qui amplifie son mouvement .....	10
Des catégories supérieures qui subissent une pression fiscale plus forte et une dégradation de leur pouvoir d'achat .....	26
<b>Vivre moins bien demain ?</b>	
<b>Un sentiment de déclassement tenace</b> .....	33
Camille Peugny	
Un coup d'arrêt à la « moyennisation » des esprits .....	33
La spirale du déclassement .....	37
La dualisation de la structure sociale .....	39
La défection des favorisés .....	43
<b>Un contrat social rompu ?</b> .....	49
Alain Mergier	
Une dégradation d'ensemble .....	50
Une nouvelle époque politique .....	56
<i>Annexe : résultats détaillés de l'enquête</i> .....	65

## INTRODUCTION

Les classes moyennes sont inquiètes. Soumises à une peur latente, celle de vivre moins bien que leurs parents ne l'ont fait, celle de voir leurs enfants encore dégradés sur une échelle sociale dont les barreaux semblent désormais impossibles à gravir.

Ce constat avait déjà été établi avant la crise. Sondeurs, statisticiens, sociologues avaient tiré la sonnette d'alarme.

Parmi eux, Alain Mergier analysait, en 2006, dans *Le descenseur social*<sup>1</sup>, la perte de confiance des Français en la mobilité sociale promise par la République. Camille

---

1. Philippe Guibert et Alain Mergier, *Le descenseur social, enquête sur les milieux populaires*, Fondation Jean Jaurès / Plon, avril 2006.

Peugny, en 2009, décryptait avec *Le déclassement*<sup>2</sup> la conjonction d'un sentiment de crainte exprimée individuellement et d'une réalité sociale statistiquement observable.

Depuis, la crise s'est durablement installée et un quinquennat – vécu par beaucoup comme une tentative de casse systématique de notre modèle social – est passé. Comment les classes moyennes se voient-elles désormais au sein de la société française ?

La Fondation Jean-Jaurès a voulu, dans la droite ligne de son travail de fond initié de longue date sur les grands mouvements qui parcourent l'opinion et la société, répondre à cette question essentielle à la compréhension des tensions d'aujourd'hui et des enjeux de demain. Elle a donc confié à l'Ifop une grande enquête qui, reprenant des questions qui avaient déjà été posées en 2010 aux classes moyennes, met à jour les évolutions – parfois surprenantes – observées en seulement trois années. Elle a également souhaité faire

---

2. Camille Peugny, *Le déclassement*, Grasset, 2009.

réagir les sociologues Alain Mergier et Camille Peugny, afin qu'ils remettent en perspective les conclusions qu'ils avaient tirées de leurs travaux antérieurs.

Cet Essai offre ainsi trois regards sur le grand malaise des classes moyennes. Trois points de vue sur un mouvement de dégradation qui s'amplifie, entraînant dans son sillon une remise en cause du contrat social, et autant de contributions qui doivent aider la gauche à construire une réponse politique.

## LES CLASSES MOYENNES FRAGILISÉES

**Jérôme Fourquet**

En septembre 2010, l'Ifop a réalisé une grande enquête<sup>1</sup> sur les classes moyennes et plus largement sur la façon dont les Français se positionnaient dans la société, à la fois par rapport à leurs concitoyens, mais aussi par rapport à leurs parents. Plus de deux ans après, alors que la crise s'est durablement installée et que le pays a connu une alternance politique à la suite d'une campagne où les questions fiscales et sociales ont été abondamment traitées, la Fondation Jean-Jaurès a souhaité reprendre le pouls de l'opinion sur ce sujet. Les évolutions constatées en à peine de plus de deux ans sont assez spectaculaires

**Jérôme Fourquet** est directeur du département « Opinion et stratégies d'entreprises » de l'Ifop.

---

1. Etude Ifop pour la Fondation pour l'innovation politique, réalisée par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI) du 22 au 28 septembre 2010, auprès d'un échantillon national représentatif de 2 000 personnes âgées de 18 ans et plus.

et témoignent d'une fragilisation à la fois des classes moyennes mais également des catégories plus favorisées qui ressentent très clairement un alourdissement de la fiscalité les concernant.

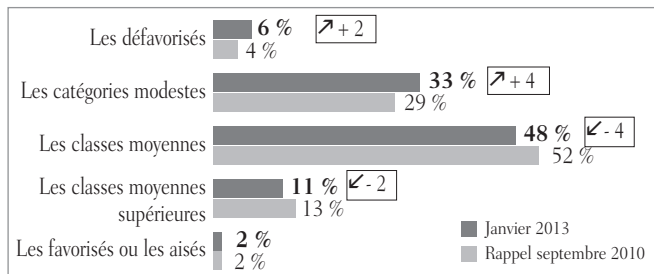
### ***Un descenseur social qui amplifie son mouvement***

Dans leur enquête sur les milieux populaires en 2006 (c'est-à-dire après la victoire du « non » au référendum de 2005 et les émeutes de banlieue, mais avant le déclenchement de la crise), Alain Mergier et Philippe Guibert avaient forgé le concept de « descenseur social ».<sup>2</sup> D'après eux, pour les milieux populaires, non seulement l'ascenseur social n'était pas en panne mais il s'était mis à fonctionner à l'envers, entraînant vers le bas des pans entiers des catégories modestes. Six ans plus tard, et à la faveur de la crise sans précédent qui a éclaté en 2008, il semble bien que ce descenseur social ait gagné en puissance. Désormais, ce ne sont plus uniquement les milieux

2. *Op. cit.*

populaires qui en seraient les victimes mais également les classes moyennes. Ainsi, si une large majorité de Français continue de s'identifier aux classes moyennes (48 %) et aux classes moyennes supérieures (11 %), l'appartenance à ce vaste groupe social est en recul significatif par rapport à septembre 2010. Comme le montre le graphique suivant, on enregistre en effet un recul de quatre points pour les classes moyennes et de deux points pour les classes moyennes supérieures.<sup>3</sup>

### **L'auto-positionnement social : personnellement, vous situeriez-vous plutôt parmi... ?**



3. Etude Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès, réalisée par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI) du 20 décembre 2012 au 4 janvier 2013, auprès d'un échantillon national représentatif de 2 001 personnes âgées de 18 ans et plus.

Cette érosion des classes moyennes ne bénéficie pas au groupe des favorisés ou des aisés qui reste stable à 2 % mais se traduit par un renforcement des groupes situés en bas de l'échelle sociale : +2 points pour les défavorisés et +4 points pour les catégories modestes, qui voient donc leurs rangs gonfler à la faveur de la crise et au détriment des classes moyennes. Par rapport à l'enquête de 2010, la proportion d'ouvriers se définissant comme appartenant à la classe moyenne recule de cinq points quand celle de ceux qui se perçoivent comme des défavorisés ou des membres des catégories modestes en gagne sept. Mais d'autres catégories ont également pris place, semble-t-il, dans le descenseur social. Ainsi, la part des professions intermédiaires se revendiquant des classes moyennes est en chute de sept points, tout comme celle des commerçants, artisans et chefs d'entreprise quand, dans le même temps, le groupe des défavorisés et des catégories modestes progresse respectivement de sept et huit points dans ces deux milieux.

### L'évolution de l'auto-positionnement social de différentes catégories entre 2010 et 2013

Parmi les...	% défavorisés ou modestes	Evolution 2010	% classes moyennes	Evolution 2010
Professions libérales, cadres supérieurs	9 %	-	60 %	+1
Professions intermédiaires	38 %	+8	55 %	-7
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	46 %	+7	41 %	-7
Employés	53 %	-	42 %	-2
Ouvriers	64 %	+7	36 %	-5

Mais ce phénomène déjà marqué et rapide d'érosion par le bas des classes moyennes s'accompagne – tout en le masquant – d'un mouvement encore plus spectaculaire qui s'est produit au sein même de cette catégorie. Lors de l'enquête de 2010, nous avons pris le parti d'affiner l'auto-positionnement subjectif des interviewés par une seconde segmentation, objective cette fois, fondée sur la taille du foyer et le revenu disponible. Le but était de pouvoir « casser » en deux le vaste bloc central que constituaient les classes moyennes auxquelles un Français sur



deux déclarait appartenir. Cette segmentation objective nous avait alors permis de distinguer au sein de ce vaste groupe les « classes moyennes inférieures » et les « classes moyennes véritables ». Nous avons réitéré l'opération cette année et le résultat obtenu est saisissant. Derrière le recul de quatre points de la proportion de Français déclarant appartenir aux classes moyennes, on constate en fait une évolution beaucoup plus violente : le poids des classes moyennes véritables est passé en effet de 28 % à 20 % quand celui des classes moyennes inférieures augmentait de quatre points de 24 % à 28 %.

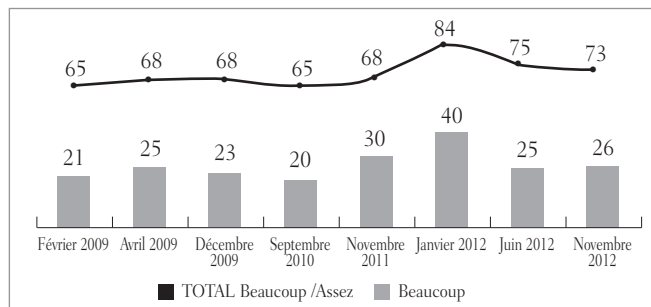
	Rappel Septembre 2010 %	Ensemble Janvier 2013 %	Evolution
Les défavorisés	4	<b>6</b>	+2
Les catégories modestes	29	<b>33</b>	+4
Les classes moyennes	52	<b>48</b>	-4
- dont classes moyennes inférieures	24	<b>28</b>	+4
- dont classes moyennes véritables	28	<b>20</b>	-8
Les classes moyennes supérieures	13	<b>11</b>	-2
Les favorisés ou les aisés	2	<b>2</b>	=

Au total, si l'on sépare schématiquement la société selon une ligne passant au sein des classes moyennes, on constate qu'en deux ans le poids du bloc agrégeant les défavorisés, les catégories modestes et les classes moyennes inférieures a augmenté de pas moins de dix points (de 57 % à 67 %) quand celui du bloc constitué par les classes moyennes véritables, les classes moyennes supérieures et les favorisés ou les aisés passait de 43 % à 33 %.

Cette évolution spectaculaire sur une période si courte renseigne bien sur l'impact de la crise sur la société française. En l'absence de mouvements sociaux puissants ou violents, d'aucuns ont parfois tendance à relativiser cet impact, ce qui constitue une erreur d'analyse et une méconnaissance de l'état réel de la société française. Interrogés par l'Ifop en novembre dernier, 73 % des Français déclaraient ainsi percevoir beaucoup ou assez les effets de la crise économique dans leur vie et dans celle de leurs proches et 26 % répondaient même les ressentir

beaucoup.<sup>4</sup> Ce niveau est certes moins élevé qu'en janvier 2012, période à laquelle la crise avait atteint son paroxysme mais il montre bien qu'une large majorité de nos concitoyens est affectée par cette crise et que cela n'est pas, bien entendu, sans incidence sur la façon dont ils se positionnent sur l'échelle sociale.

**Vous-même, percevez-vous actuellement beaucoup, assez, peu ou pas du tout les effets de la crise économique dans votre vie personnelle et dans celle de vos proches ?**



4. Sondage Ifop pour Dimanche Ouest-France réalisé par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI) du 27 au 29 novembre 2012, auprès d'un échantillon national représentatif de 1 011 personnes âgées de 18 ans et plus.

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant non plus de constater que la proportion de personnes qui déclarent s'en sortir difficilement avec les revenus de son foyer a fortement augmenté puisqu'elle est passée de 36 % en 2010 à 44 % cette année, soit une hausse de huit points. Désormais ces personnes sont quasiment aussi nombreuses que celles qui disent s'en sortir « correctement », qui pèsent 46 %. L'écart entre ces deux groupes n'est donc plus que de deux points alors qu'il atteignait douze points en septembre 2010. Signe supplémentaire de la dégradation de la situation, la proportion de personnes qui déclarent s'en sortir facilement avec les revenus du foyer est passée dans le même temps de 16 % à 10 %. Si l'on affine ensuite l'analyse, on constate que la progression du syndrome des fins de mois difficiles ne concerne pas l'ensemble des groupes sociaux.

### Le poids et l'évolution de la proportion de personnes déclarant s'en sortir difficilement avec les revenus de leur foyer au sein des différents groupes

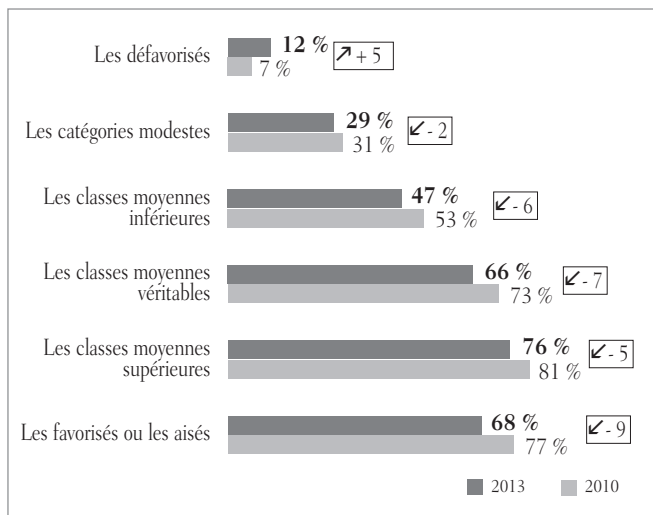
	% déclarant s'en sortir difficilement	Evolution 2010
Les défavorisés	90 %	-4
Les catégories modestes	69 %	+1
Les classes moyennes inférieures	38 %	+8
Les classes moyennes véritables	18 %	+5
Les classes moyennes supérieures	9 %	+5
Les favorisés ou les aisés	10 %	+6

Déjà ultra-dominante en septembre 2010 parmi les défavorisés et les catégories modestes, la difficulté à s'en sortir avec les revenus du foyer s'y est maintenue quasiment au même niveau. En revanche, alors qu'elle était moins fréquente lorsque l'on s'élevait dans l'échelle sociale, cette difficulté a gagné du terrain notamment parmi les classes moyennes inférieures qui apparaissent ici, comme sur d'autres questions de l'enquête, comme le « maillon faible » ou plus exactement en voie de fragilisation accélérée. Si

l'entrée dans l'univers des classes moyennes se marque toujours statistiquement par le fait que la proportion de personnes déclarant s'en sortir difficilement y est minoritaire (alors qu'elle est ultra-dominante parmi les « modestes » et les « défavorisés »), cette proportion y a significativement augmenté, ce qui devrait se traduire à terme par le basculement vers la catégorie des personnes modestes de nouveaux membres des classes moyennes inférieures fragilisés par la crise.

La dégradation de la situation financière de nombreux ménages se mesure également à l'aune de la capacité d'épargne qui apparaît en recul significatif depuis deux ans. En septembre 2010, 54 % des Français indiquaient qu'ils avaient la possibilité d'épargner de l'argent à la fin du mois, une fois payées toutes les dépenses contraintes ; ils ne sont plus que 47 % désormais.

**Une fois que vous avez payé toutes vos dépenses contraintes (logement, alimentation, etc.), avez-vous la possibilité d'épargner de l'argent à la fin du mois ?**



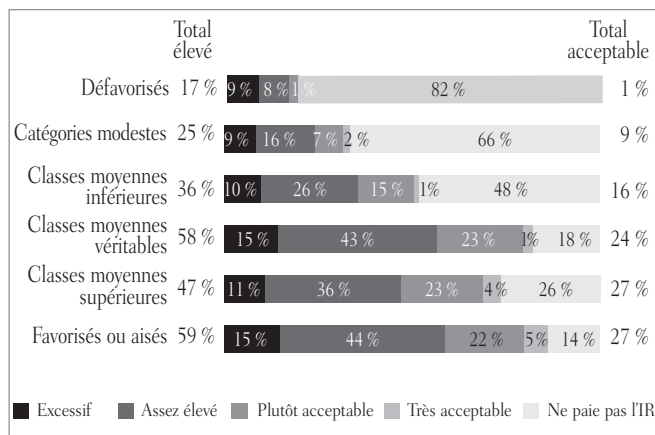
Comme le montre le graphique ci-dessus, si la baisse est particulièrement appuyée parmi les favorisés et les aisés, qui ont vu la pression fiscale pesant sur leur foyer

s'accroître (nous y reviendrons), la dégradation de la capacité d'épargne est également assez sensible parmi les classes moyennes véritables (-7 points) et les classes moyennes inférieures (-6 points). Surtout, alors que dans cette dernière catégorie, la capacité à épargner à la fin du mois était encore majoritaire lors de l'enquête précédente, l'entrée dans le monde des classes moyennes se manifestant notamment par cette propension majoritaire à épargner – et plus généralement à « s'en sortir correctement avec ses revenus » comme on l'a vu précédemment –, ce n'est plus le cas aujourd'hui.

La crise économique et ses conséquences sont-elles les seuls facteurs qui ont sapé si brutalement la capacité à « s'en sortir correctement avec ses revenus » et à épargner, éléments structurant l'appartenance et l'entrée dans le monde des classes moyennes ? La lecture d'autres résultats de notre enquête semble indiquer que la pression fiscale est également douloureusement ressentie dans ces milieux. Ainsi comme on peut le voir sur le graphique suivant, il est frappant de remarquer que les

classes moyennes véritables considèrent au même niveau que les favorisés ou les aisés (58 % contre 59 %) le montant de l'impôt sur le revenu payé comme élevé.

### Diriez-vous que le montant de l'impôt sur le revenu que vous payez est... ?

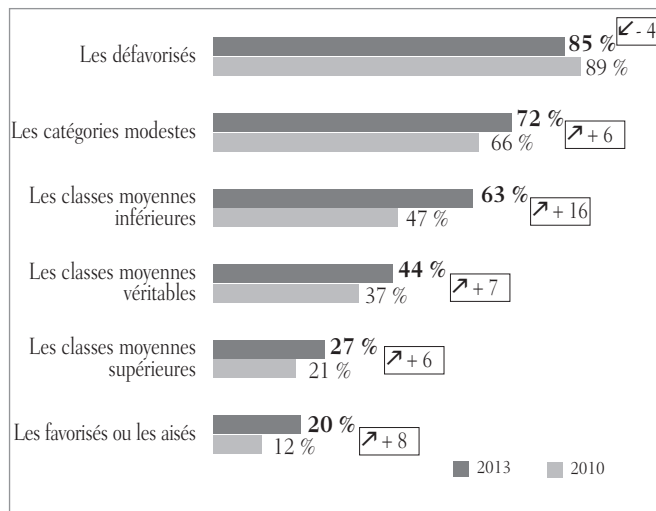


Alors que le modèle fiscal français est présenté et pensé comme étant progressif, on constate certes que le taux d'assujettissement à l'impôt sur le revenu augmente linéairement dans la première partie de la pyramide

sociale – 18 % parmi les défavorisés, 34 % parmi les catégories modestes puis 52 % au sein des classes moyennes inférieures – mais il passe ensuite brutalement à 82 % lorsque l'on pénètre dans la catégorie des classes moyennes véritables et ne progresse plus guère ensuite. Parallèlement à cet effet de seuil violent concernant le fait d'être soumis ou non à l'impôt sur le revenu, le montant même semble poser problème puisque que, comme on l'a vu, les classes moyennes véritables se distinguent comme étant le groupe qui, avec les favorisés et aisés, estime le plus que le montant de l'impôt acquitté est élevé. Ce ressenti très prégnant contribue à donner corps à une définition partagée par bon nombre des membres de ces classes moyennes véritables qui se vivent selon la formule consacrée comme « trop riches pour être aidés mais pas assez pour s'en sortir ». Ce sentiment de se situer juste au-dessus du filet protecteur du modèle social à la française et d'y contribuer fortement sans en percevoir de bénéfices suffisants génère un très puissant rejet de l'assistanat. Il se décline également autour de l'idée que l'Etat et les pouvoirs publics n'aident pas assez les « gens comme soi ».

Cette perception a littéralement explosé entre septembre 2010 et aujourd'hui puisque nous sommes passés de 47 % à 59 % de Français qui émettent ce constat, soit une hausse de douze points en à peine deux ans.

**Et diriez-vous qu'en France, l'Etat et les pouvoirs publics aident trop, pas assez ou comme il faut les gens comme vous ?**



Hormis pour les défavorisés, cette perception est en hausse sensible dans toutes nos strates de la société mais la progression atteint son paroxysme (+16 points) parmi les classes moyennes inférieures, qui apparaissent une nouvelle fois comme la catégorie dont la situation s'est le plus détériorée depuis 2010. Alors que la demande d'aide et de sollicitude de la part des pouvoirs publics était légèrement minoritaire dans cette catégorie (47%), elle concerne aujourd'hui quasiment deux membres sur trois de ce groupe (63 %). De la même façon, alors qu'on observait sur la réponse à cette question 19 points d'écart entre les catégories modestes et les classes moyennes inférieures en 2010 (cet écart important constituant, comme d'autres, une claire démarcation entre les milieux modestes et l'univers des classes moyennes), l'écart n'est plus que de neuf points aujourd'hui et les scores observés dans ces deux groupes (72 % *versus* 63 %) tiennent d'ailleurs du continuum et de la différence de degré que de la différence de nature comme en 2010 (66 % *versus* 47 % à l'époque). En d'autres termes, sur cet indicateur comme sur d'autres, la frontière inférieure des classes moyennes appa-

raît de plus en plus poreuse et ne parvient plus à freiner ou à retenir le descenseur social qui entraîne avec lui des pans entiers des classes moyennes venant gonfler les rangs des catégories modestes et populaires.

***Des catégories supérieures qui subissent une pression fiscale plus forte et une dégradation de leur pouvoir d'achat***

Il a surtout été question jusqu'ici des mouvements brutaux affectant la partie intermédiaire et inférieure de la société française car, en termes de poids démographique, la situation au sommet de la pyramide sociale n'a guère évolué. Les personnes se définissant comme favorisées ou aisées représentent toujours 2 % et les classes moyennes supérieures sont passées de 13 % à 11 % en deux ans. Pour autant, cette nouvelle vague d'enquête enregistre également dans ces catégories des changements de perception assez marqués sur certaines dimensions. Si l'on considère le groupe des favorisés et aisés, la hausse de la pression fiscale sur les hauts revenus mise en place par le gouvernement

n'est apparemment pas passée inaperçue. 59 % des favorisés et aisés jugent aujourd'hui comme élevé le niveau de leur impôt sur le revenu, cette perception étant en hausse de treize points par rapport à 2010. Et si 68 % d'entre eux déclarent toujours être en situation de pouvoir épargner à la fin du mois, cette proportion est néanmoins en recul de neuf points.

D'autres enquêtes menées à l'automne dernier ont également mis en lumière le fait que les classes sociales les plus favorisées avaient été très sensibles aux récentes annonces fiscales. Ainsi, comme le montre le tableau page suivante<sup>5</sup>, la volonté de contribuer aux efforts pour redresser les comptes du pays a reculé de treize points dans l'ensemble de la population entre juillet (période à laquelle l'essentiel des mesures fiscales n'avaient pas encore été annoncées) et novembre dernier, mais cette baisse a atteint 28 points parmi les professions libérales et les cadres supérieurs.

---

5. Sondage Ifop pour *Le Journal du Dimanche* réalisé par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI) du 14 au 15 novembre 2012, auprès d'un échantillon national représentatif de 1 011 personnes âgées de 18 ans et plus.

Vous savez que le gouvernement a présenté un plan de réduction des déficits et de redressement des comptes publics. Vous personnellement, êtes-vous prêt à faire des efforts pour redresser les comptes du pays ?

Récapitulatif : Oui	Rappel Juillet 2012 (%)	Rappel Septembre 2012 (%)	Ensemble Novembre 2012 (%)	Ecart Novembre Juillet (%)
Ensemble des Français	67	64	<b>54</b>	-13
Professions libérales, cadres supérieurs	82	77	<b>54</b>	-28
Professions intermédiaires	66	71	<b>48</b>	-18
Employés	64	63	<b>48</b>	-16
Ouvriers	57	48	<b>41</b>	-16
Retraités	68	62	<b>63</b>	-5

De la même façon, lors d'une enquête<sup>6</sup> effectuée au mois de décembre 2012 au moment de l'affaire Depardieu, quand 41 % des Français estimaient que le niveau de fiscalité des

personnes les plus riches est trop élevé, ce qui inciterait ces personnes à quitter le pays, 63 % des personnes disposant d'un revenu mensuel supérieur ou égal à 4 500 euros étaient d'accord avec cette idée et exprimaient ainsi, si ce n'est un soutien, du moins une certaine compréhension vis-à-vis de la multiplication des cas d'exil fiscal.

La hausse de la pression fiscale suscite donc des réactions très vives parmi la catégorie des favorisés et des aisés. Pour autant, il ne semble pas que les conditions de vie quotidiennes dans ce milieu se soient fortement dégradées. 52 % (en recul de quatre points seulement) d'entre eux déclarent s'en sortir facilement, 38 % (-2 points) correctement et 10 % (+6 points) difficilement. Ce n'est pas tant une détérioration immédiate de leur train de vie qui mécontente ces favorisés et aisés mais plus une inquiétude pour demain. On a vu que leur capacité à épargner (et donc à préparer l'avenir) avait été nettement amputée et, quand ils sont interrogés sur leur situation dans dix ans, une large majorité d'entre eux (59 %) pensent qu'ils vivront moins bien qu'actuellement, ce chiffre étant en progression de pas

6. Sondage Ifop pour *Le Figaro* réalisé par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI) du 18 au 20 décembre 2012, auprès d'un échantillon national représentatif de 1 007 personnes âgées de 18 ans et plus.



moins de quatorze points par rapport à l'enquête de septembre 2010. La progression est similaire (+13 points) parmi les classes moyennes supérieures qui sont 50 % à penser qu'elles vivront moins bien dans dix ans qu'aujourd'hui. Mais contrairement aux favorisés et aux aisés, cette catégorie affiche elle une dégradation de ses conditions de vie actuelles. Quand une majorité (51 %) des membres des classes moyennes supérieures déclarait s'en sortir facilement avec les revenus du foyer en 2010, cette proportion n'est plus que de 37 % aujourd'hui (-14 points).

Signe d'une dégradation qualitative, le groupe qui est désormais majoritaire dans cette catégorie n'est plus celui de ceux qui s'en sortent facilement mais celui de ceux qui indiquent s'en sortir seulement correctement (54 %, +9 points). Le descenseur social fait donc aussi sentir ses effets, certes plus estompés, dans la strate supérieure des classes moyennes qui a, du moins en termes de perceptions, statistiquement basculé en deux ans de l'aisance et d'une certaine facilité à des conditions de vie seulement correctes. Alors que le gouvernement s'est engagé à poursuivre

la réduction des déficits publics et que d'autres chantiers douloureux, comme une nouvelle réforme des retraites, se profilent déjà à l'horizon, il devra tenir compte de cet état des lieux donnant à voir une société dont des pans entiers ont été fragilisés par la crise et sont de plus en plus rétifs à la pression fiscale.

## VIVRE MOINS BIEN DEMAIN ? UN SENTIMENT DE DÉCLASSEMENT TENACE

**Camille Peugny**

Cette enquête réalisée pour la Fondation Jean-Jaurès soumet au débat public plusieurs éléments susceptibles de l'éclairer. Trois résultats émergent en particulier qui permettent de mieux comprendre l'évolution de la société française au cours de la dernière décennie : la fin du mouvement de « moyennisation » subjective, la poursuite de la montée du déclassement et la dualisation de la structure sociale.

### *Un coup d'arrêt à la « moyennisation » des esprits*

Depuis plusieurs décennies, les enquêtes qui demandaient aux individus de se positionner dans la structure

**Camille Peugny** est sociologue, maître de conférences à l'Université Paris 8. Il est notamment l'auteur des ouvrages *Le déclassement* (Grasset, 2009) et *Le destin au berceau. Inégalités et reproduction sociale* (Seuil / La République des idées, 2013).

sociale en nommant la classe sociale, la catégorie ou le groupe auxquels ils avaient le sentiment d'appartenir donnaient des résultats convergents, qu'il s'agisse d'enquêtes académiques ou d'enquêtes par sondage : la part des individus s'identifiant aux « classes moyennes » a augmenté de manière continue depuis le début de la période des Trente Glorieuses. Cette période de forte croissance, pendant près d'un quart de siècle, qui s'accompagne – jusqu'à un certain point – d'une diminution des inégalités économiques et éducatives et d'un progrès de la mobilité sociale, transforme en profondeur les sociétés occidentales, si bien que plusieurs sociologues, en France comme dans la plupart des pays occidentaux, concluent à la mort des classes sociales.<sup>1</sup> Grâce à l'augmentation rapide du niveau de vie, chacun peut entrevoir, quelle que soit sa place dans la structure sociale, une amélioration sensible et à relativement brève échéance de ses conditions de vie. La tertiarisation de l'économie permet une diffusion massive du salariat moyen et supérieur et

1. Robert A. Nisbet, « The Decline and Fall of Social Class », *Pacific Sociological Review*, vol. 2, n° 1, 1959, p. 11-17.

bouleverse la structure des emplois. C'est l'avènement des « nouvelles classes moyennes salariées »<sup>2</sup> ou encore d'une « vaste constellation centrale »<sup>3</sup> qui se traduirait par une relative homogénéisation des pratiques et des modes de vie. De fait, alors même que les ouvriers représentent encore 40 % de la population active à l'aube des années 1970, l'identification aux classes moyennes gagne du terrain dans la société. La fin des Trente Glorieuses et l'entrée dans une période prolongée de difficultés économiques n'interrompent pas cette dynamique : en dépit de la fin du mouvement de réduction des inégalités, la part des Français se sentant appartenir aux classes moyennes ne cesse de progresser.

De ce point de vue, les chiffres révélés par cette enquête marquent une vraie rupture : en moins de trois ans, la part des Français se situant parmi les classes moyennes diminue de six points, six points qui basculent vers les catégories « modestes » ou « défavorisées ». Au total, quatre

2. Catherine Bidou, *Les aventuriers du quotidien. Essai sur les nouvelles classes moyennes*, Paris, PUF, 1984.

3. Henri Mendras, *La Seconde Révolution française, 1965-1984*, Paris, Gallimard, 1988.

français sur dix déclarent appartenir à ces deux dernières catégories. Même si cette tendance reste à confirmer, elle semble indiquer qu'un coup d'arrêt est porté au processus de « moyennisation subjective ». De fait, d'un point de vue « objectif » et alors que l'on nous promet depuis des décennies l'avènement d'une société de la connaissance ou de l'information, une majorité absolue des actifs demeurent des employés ou des ouvriers. Ces salariés d'exécution représentent en effet 51 % des actifs occupés à l'aube des années 2010. Même si cette proportion a diminué de quatre points au cours des vingt dernières années, le nombre absolu d'ouvriers et d'employés a, quant à lui, augmenté de plus d'un million sur la période (atteignant près de treize millions), en raison de l'augmentation de la population active. Tout se passe comme si les politiques de rigueur menées depuis l'explosion de la crise financière à l'automne 2008 faisaient se déchirer le voile d'une moyennisation en trompe-l'œil pour ces quinze millions de salariés cantonnés dans des positions subalternes du marché du travail. Deux ouvriers sur trois déclarent appartenir aux groupes défavorisés (11 %) ou aux catégories modestes

(53 %) : l'époque où les ouvriers semblaient prendre leur part au processus de moyennisation et au mouvement d'aspiration vers le haut de la structure sociale semble bel et bien révolue. Elle l'était depuis longtemps dans la réalité objective, froide et statistique ; elle le semble désormais également dans les consciences.

### *La spirale du déclassement*

Ces résultats soulignent également à quel point le déclassement continue à gagner du terrain. Loin de ne concerner que les marges de la société, ce mouvement de précarisation des existences progresse et se donne à voir dans des difficultés très concrètes, dont celle, mesurée dans cette enquête, de faire face aux dépenses quotidiennes. 44 % des Français déclarent ainsi s'en sortir « difficilement » avec les revenus de leur foyer. Ce sentiment n'est pas le fruit d'un pessimisme inconsidéré des classes moyennes et supérieures : il est avant tout la réalité quotidienne des catégories modestes et des défavorisés qui sont respectivement 69 % et 90 % à faire face à ces dif-

ficultés. Cette question met en évidence une vraie coupure entre ces deux groupes et le reste de la société, « classes moyennes » comprises pour lesquelles la proportion d'individus déclarant ces difficultés financières est en deçà des 40 % (pour les classes moyennes inférieures) et des 20 % pour les classes moyennes « véritables ». Nous touchons là à une réalité d'une simplicité brutale : les difficultés financières, le sentiment d'être « pris à la gorge » et de ne pouvoir s'en sortir, tels sont les ressorts très prosaïques du sentiment d'être exclu des classes moyennes.

Depuis trois décennies, le déclassement progresse donc et corrompt la structure sociale par le bas. Les premiers déclassés furent ainsi les millions d'individus privés d'emploi, les premiers chômeurs de l'ère du chômage de masse qui franchit la barre des un, deux puis trois millions. Dans les années 1990, la montée du nombre des travailleurs pauvres, estimés aujourd'hui à plus de deux millions<sup>4</sup>, souligne que le déclassement gagne une fraction des classes populaires en emploi, victimes de

4. Denis Clerc, *La France des travailleurs pauvres*, Paris, Grasset, 2008.

l'émiettement du travail, de la précarisation du contrat de travail et des bas salaires. Désormais, depuis quelques années, le débat public est saturé par les analyses décrivant le malaise des classes moyennes et la déstabilisation auxquels elles feraient face.<sup>5</sup> Si ces craintes sont excessives pour les fractions les plus intégrées des classes moyennes, de nombreux travaux ont souligné le décrochage auquel étaient confrontés les groupes situés à l'interface entre le haut des classes populaires et le bas des classes moyennes.<sup>6</sup> Le déclassement, qui est une réalité pour un nombre croissant d'individus, grignote la structure sociale par le bas et gagne des groupes sociaux qui jusqu'à alors en étaient relativement protégés.

### *La dualisation de la structure sociale*

Si le domaine du désavantage social s'étend objectivement parmi les groupes les plus défavorisés de la société, le pessimisme, quant à lui, semble généralisé. Ce pessi-

5. Louis Chauvel, *Les classes moyennes à la dérive*, Paris, Seuil, 2006.

6. Marie Cartier, Isabelle Coutant, Olivier Masclét et Yasmine Siblot, *La France des « petits-moyens »*. *Enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La Découverte, 2008.

misme prend la forme de la croyance en un mouvement de déclassement qui semble irréversible au fil des générations. La majorité des individus interrogés dans cette enquête semble convaincue qu'ils vivent moins bien que la génération de leurs parents (56 %), qu'eux-mêmes vivront moins bien dans dix ans qu'aujourd'hui (50 %) et qu'au final, la génération de leurs enfants vivra moins bien qu'eux (62 %). Ce pessimisme travaille de façon importante les individus qui se situent spontanément parmi les groupes les plus favorisés de la société. Ainsi, en moins de trois ans, la proportion des « favorisés » ou « aisés » qui estiment qu'ils vivront moins bien dans dix ans a progressé de quatorze points pour atteindre près de 60 %. Parmi les « classes moyennes supérieures », cette proportion a augmenté de treize points et s'élève désormais à 50 %. Certes, ces groupes, parce qu'ils sont plus riches, ont plus à perdre que les individus s'identifiant aux catégories modestes ou défavorisées.

Mais au-delà de cet argument trivial, ce pessimisme majoritaire dans tous les groupes sociaux ne doit pas

occulter la lame de fond des inégalités qui écartèlent la société française. Depuis plusieurs années désormais, de nombreux travaux ont décrit et analysé la dualisation de la structure sociale qui accompagne la mondialisation des échanges.<sup>7</sup> D'un côté, les « gagnants » de la mondialisation, dont les ressources économiques et culturelles leur permettent de s'adapter aux nouvelles règles du jeu, de faire face à la concurrence internationale et même d'en tirer profit. Face à l'exigence de flexibilité et de mobilité, ils peuvent se transformer en « entrepreneurs de leur propre carrière ».<sup>8</sup> De l'autre, « les perdants », dont la modestie des ressources les cantonne à des emplois menacés, à des contrats de travail précaires et à de faibles possibilités de mobilité en cours de carrière. Ces perdants de la mondialisation deviennent alors des salariés « trop payés », « trop protégés », en un mot, des « coûts » que l'on souhaite diminuer afin de faire face à la concurrence des pays « moins chers ». C'est le cas, notamment, des ouvriers de l'industrie, mis en concurrence avec les travailleurs du monde

7. Anne-Catherine Wagner, *Les classes sociales dans la mondialisation*, Paris, La Découverte, 2007.

8. Robert Castel, *La montée des incertitudes. Travail, protection, statut de l'individu*, Paris, Seuil, 2009.

entier. Les employés des services, quant à eux, font également figure de « perdants » de la mondialisation, mais d'une autre manière. Si leur emploi n'est pas directement menacé par la mondialisation des échanges, il les relègue néanmoins dans l'ombre des vainqueurs. C'est le cas d'une bonne partie du secteur des services à la personne et par exemple des emplois de nourrice, d'assistante maternelle, de femme de ménage, d'aide à domicile, embauchés directement par les particuliers et qui finissent par composer « une armée de l'ombre reléguée dans les coulisses d'un monde de la performance » dans lequel triomphent souvent ceux qui achètent leur temps de travail.<sup>9</sup> La part de ces emplois d'employés non qualifiés, dans lesquels sont surreprésentés les jeunes, les femmes, les non diplômés et les immigrés, augmente sensiblement au cours des dernières années, approchant la barre des quatre millions de personnes.

---

9. Cf. Pascale Molinier et Sandra Laugier, entretien paru dans *Libération*, 14 mai 2010.

### *La défection des favorisés*

Pendant que l'horizon des uns s'obscurcit, celui des autres s'éclaircit et, au final, les inégalités se creusent à nouveau. Tandis que les hauts revenus s'envolent et que les 10 % des Français les plus fortunés concentrent la moitié de la richesse nationale, la pauvreté s'étend, frappant désormais plus de huit millions d'individus. Les politiques de rigueur menées sans discontinuer depuis l'automne 2008 ont abouti à une concentration croissante de la richesse. Ainsi, d'après les calculs de l'Observatoire des inégalités à partir des données de l'Insee, les 10 % des Français les plus riches (au-delà de 3 000 euros mensuels pour une personne seule) ont accaparé près de 60 % de l'accroissement de la richesse nationale mesurée entre 2008 et 2010, tandis que les 30 % les plus pauvres n'en ont absolument pas profité, voyant même leur part diminuer au cours de la période.<sup>10</sup> Au regard de ces chiffres,

---

10. Les calculs sont disponibles sur le site de l'Observatoire des inégalités : <http://www.inegalites.fr/spip.php?article156>

le pessimisme pour leur propre avenir des individus s'identifiant aux groupes les plus favorisés apparaît bien excessif. Il s'accompagne d'une tendance à la « sécession », pour reprendre l'expression de Thierry Pech<sup>11</sup>, qui dans cette enquête apparaît dans le rapport que ces derniers entretiennent à l'impôt. Ainsi, seuls 25 % des individus se classant parmi les aisés ou les favorisés jugent acceptable le niveau de l'impôt qu'ils doivent acquitter, proportion en chute de onze points depuis 2010, alors même que les contribuables les plus aisés n'ont pas été particulièrement mis à contribution lors du quinquennat de Nicolas Sarkozy et que 70 % d'entre eux affirment avoir la capacité d'épargner.

Cette enquête permet de prendre la mesure des failles qui grandissent au sein de la structure sociale et minent la cohésion sociale. A mesure que la crise précarise les existences d'un nombre croissant d'individus en proie à l'insécurité sociale, les plus aisés semblent chercher à

---

11. Thierry Pech, *Le temps des riches. Anatomie d'une sécession*, Paris, Seuil, 2011.

s'affranchir de l'effort de solidarité nationale. Puisqu'ils ont la « raison » économique avec eux dans le cadre d'une économie mondialisée (l'antienne de la fuite des plus aisés qui appauvrirait notre pays, les entrepreneurs qui seraient découragés d'entreprendre, etc.) et qu'ils disposent des relais nécessaires, ils savent se faire entendre. A l'inverse, la plainte des premiers est écoutée avec compassion, au mieux, sans qu'aucune réponse ne semble pouvoir lui être apportée à court terme, ni même qu'un horizon plus dégagé ne puisse être dessiné, à moyen terme, sauf à renvoyer des lendemains plus heureux à un hypothétique point de croissance supplémentaire. Dans ce contexte, si une relative paix sociale subsiste, c'est parce que les perdants de la mondialisation se font la guerre entre eux : dans une société travaillée par le déclassé, où chacun se sent, à tort ou à raison, tiré vers le bas, les boucs-émissaires sont recherchés plus bas que soi : les « petits-moyens » cherchent à maintenir leurs distances avec les classes populaires en emploi, lesquelles dénoncent « l'assistanat » dans lequel se vautreraient les chômeurs, qui à leur tour dénoncent les « mauvais chômeurs », etc. Faute de discours



concurrent, celui que devrait tenir la gauche, la montée de cette « conscience sociale triangulaire » remarquablement théorisée par Olivier Schwartz<sup>12</sup> (le sentiment d'être pris en étau entre « eux, les gros » et « eux, les assistés »), ouvre un boulevard aux partis autoritaires et conservateurs. Si la gauche au gouvernement n'entreprend pas de s'attaquer aux racines du processus de dualisation de la société française et si les actes qu'elle pose veillent davantage à ne pas froisser les vainqueurs plutôt qu'à améliorer le sort des vaincus, alors elle creuse le sillon de ses futurs échecs électoraux.

---

12. Olivier Schwartz, « Vivons-nous encore dans une société de classes ? Trois remarques sur la société française contemporaine », *La Vie des Idées*, septembre 2009.

## UN CONTRAT SOCIAL ROMPU ?

**Alain Mergier**

Les chiffres de l'Ifop, les analyses de Jérôme Fourquet et de Camille Peugny le montrent on ne peut plus clairement : les Français estiment qu'ils sont dans une situation de forte dégradation qui les tire vers le bas.

Si de ce glissement général, on peut conclure à un déclassement global, peut-on dire, pour autant, que nous sommes dans la continuité de ce qu'avec Philippe Guibert nous avons décrit sous le terme de « descenseur social » ?<sup>1</sup> Je ne le pense pas. Deux différenciations sont en effet à expliciter. En premier lieu, le « descenseur social » n'était pas une étude sur le déclassement et ceci

même si elle se référerait à ses effets. Cette clarification est nécessaire à la formulation de mon hypothèse. Les études qualitatives menées sur l'opinion depuis le début de la crise financière font apparaître une rupture dans l'expérience sociale des Français particulièrement forte dans les milieux populaires et les catégories intermédiaires moyennes et basses. La distinction entre « déclassement » et « descenseur social » est méthodologique. Le déclassement est un phénomène établi statistiquement, l'étude proposée dans *Le descenseur social* relève de l'analyse des discours de l'expérience sociale.

### ***Une dégradation d'ensemble***

Cette différence en engendre une seconde. Les discours de l'expérience sociale des milieux populaires identifiaient certes les effets du déclassement mais ils ne l'isolaient pas comme le facteur unique ni même majeur de la dégradation de leur situation. La situation que ces discours dessinaient s'organisait autour d'un ensemble de facteurs négatifs différents.

On peut regrouper ces facteurs en trois grandes catégories que nous énonçons dans un ordre qui n'illustre aucune hiérarchie :

- La dégradation économique caractérisée par la précarisation de l'emploi, la difficulté à boucler les fins de mois, la baisse du pouvoir d'achat, l'augmentation des coûts des dépenses contraintes, etc. ;
- La dégradation de la socialité et de la sécurité à travers laquelle la vie quotidienne se transforme en confrontation avec des populations désignées comme « issues de l'immigration » ;
- L'abandon de l'État au travers notamment de la dégradation de l'école, des services publics, de ce qui était encore l'ANPE mais aussi des effets que produit une distribution des aides sociales jugée injuste.

Cette dégradation d'ensemble, qui ne se résume pas à sa dimension économique, dont les milieux populaires constataient la continuité depuis des années, nous amenait à formuler la règle suivante : si les difficultés ont été croissantes jusqu'à aujourd'hui, c'est qu'une pente négative s'est

amorcée. La projection dans le temps, la perspective pour soi et pour ses enfants ne peut être imaginée que négativement. Notre vie demain sera pire que celle d'aujourd'hui et la vie de nos enfants sera plus difficile que la nôtre.

Le déclassement est ici repérable, mais en aucun cas de façon pure, isolée. Il participe d'un mouvement négatif d'ensemble. La mobilité sociale descendante est présente dans ce discours de l'expérience sociale mais – et ceci est capital – elle est mêlée, associée, tissée avec d'autres aspects de la situation. Elle fait partie de l'expérience dans la mesure où elle entre en résonance avec ces autres aspects. Pour les personnes racontant leur expérience, la notion de déclassement paraît réelle, mais abstraite. S'ils l'adoptent, c'est en la redéployant, en la déclinant sur d'autres thématiques de la dégradation de leur vie. « Abstrait » s'entend au sens de *délié, isolé*, et finalement *réducteur* par rapport à la *densité* que construit le langage de l'expérience sociale.

Analyse statistique d'une part, analyse langagière de l'autre. Deux méthodes, deux objets : la différence méthodologique engendre, cela va de soi, une différence d'objet.

Le langage de l'expérience ne se limite pas à la description d'une situation vécue. Les personnes que nous avons rencontrées ne se contentaient pas d'égrener les dégradations de leur situation. Ils en élaboraient le sens. Comment comprendre ce qui se trame dans ce glissement vers le bas ? Que dire de cet avenir qui, loin d'ouvrir des perspectives, ne dessine que des impasses ?

C'est en ce point que le rapport entre ce que nous décrivions en 2006 et la situation actuelle peut se clarifier. La situation empire, ce qui est une forme de continuité. Un inexorable et continu glissement vers le bas. Mais ce mouvement négatif n'a plus le même sens.

Pour pointer ce qui en 2006 faisait sens dans la dégradation sociale, nous nous référons à la notion d'ascenseur social. Cette notion recouvre deux aspects. Le premier

renvoie à la possibilité d'une ascension sociale, aussi bien intra-générationnelle qu'intergénérationnelle. Le second aspect se rapporte à la nature prometteuse de cette expression. Cette promesse au travers de laquelle la République introduit une dynamique sociale a une portée plus large. Au-delà, ou plus précisément au travers, de la mobilité sociale, la « République prometteuse » est une projection positive dans l'avenir, mais elle va au-delà de la question de la mobilité : elle concerne l'éducation, la santé, la sécurité des citoyens...

En 2006, l'analyse du discours des milieux populaires montrait que la République n'était plus à la hauteur de sa parole, et ceci non seulement sur la question de la mobilité sociale mais d'une façon globale. De ce point de vue, le « descenseur social » renvoyait à la perte de confiance envers la République, envers ses instances, ses organisations, ses représentants politiques... Le diagnostic que nous portions allait au-delà des effets du déclassement : les pouvoirs politiques, par leur mépris de ce que les milieux populaires vivaient, conduisaient la République à contredire son projet.

Les milieux populaires élaboraient leur interprétation de la dégradation généralisée dans le cadre de l'Etat-nation. Bien entendu, il y avait, explicitement depuis les débats sur la Constitution européenne en 2005, des « plombiers polonais » et des délocalisations. La mondialisation, le *dumping* social étaient présents dans les esprits. Mais sous une forme particulière. L'Etat était assiégé par l'extérieur et miné par l'intérieur. Cependant, pour assiégé qu'il fût, il résistait. Qui pouvait croire, dans l'opinion, que l'Etat, qu'un Etat pouvait faire faillite ? La République pouvait bien être mise en cause, ce qui était déjà très problématique. Mais l'Etat, quant à lui, ne pouvait pas ne pas résister aux intempéries de la mondialisation.

C'est en ce point précis que la crise de 2008 a modifié radicalement la situation et qu'elle a ouvert – c'est au moins mon hypothèse – une nouvelle et durable époque *politique*.

## *Une nouvelle époque politique*

Nous pouvons décrire ce qui se passe, au moins en France, depuis 2008, ou plus exactement depuis la chute de Lehman Brothers, comme un processus de transformation des modes de raisonnement à l'œuvre dans l'opinion. C'est le cadre au travers duquel s'élabore le sens de l'expérience sociale qui s'est modifié avec la crise. Sans prétendre à l'exhaustivité, reprenons quelques moments qui permettent d'explicitier ce changement.

En 2008, Lehman Brothers – dont strictement personne, dans le public, n'avait jamais entendu parlé – s'effondre, fait faillite. Il y a quelque chose de paradoxal dans cette institution financière qui, aux yeux des profanes, *surgit en disparaissant*. Le public apprend l'existence d'un monstre sous-marin en en découvrant le cadavre.

L'opinion découvre dans le même moment :

- qu'il y a des institutions financières pour eux occultes mais qui exercent un pouvoir mondialisé, indépendant

- des Etats, sur tout acteur économique ou politique ;
- qu'une de ces institutions fait faillite et disparaît, emportée par une crise dont aucun expert ne sait donner la mesure et qui menace l'ensemble des économies mondiales.

Cet épisode sera suivi par une série d'événements, sur laquelle nous ne reviendrons pas dans le cadre qui est le nôtre ici, mais qui en conforte l'effet. La mondialisation change de nature aux yeux du public. Jusque-là, elle était présente comme une réalité extérieure à l'Etat-nation. Présente, plus souvent menaçante que prometteuse mais dont l'Etat-nation protège ou tout au moins était censé nous protéger. On se souviendra du poids de cette exigence dans le rejet du traité constitutionnel européen en 2005. A partir de 2008 et des événements de la crise, la mondialisation n'est plus cette extériorité plus ou moins dangereuse, elle est devenue interne à l'Etat. De mois en mois, d'année en année depuis 2008 jusqu'à aujourd'hui et jusqu'aux thèmes de la campagne présidentielle de 2012, on peut suivre le cheminement de ce changement

au travers des discours sur les dettes souveraines (qui de fait sont le symbole de la perte de souveraineté), l'endettement de l'Etat français, les péripéties de la perte du triple A, la confiance que l'on doit assurer auprès des marchés financiers... et bien entendu les séquences de la chute de la Grèce sur laquelle nous revenons plus bas.

A travers ce récit de la crise, l'opinion s'est faite sienne l'idée que la mondialisation n'est plus appréhendable à travers la confrontation d'Etat à Etat mais à travers la présence plus ou moins énigmatique des marchés financiers, des agences de notation, des institutions financières, qui agissent et exercent leur pouvoir dans le cœur des Etats-nations. Alors qu'elle était conçue par l'opinion comme action internationale, la mondialisation financière est devenue transnationale. Elle se joue de la souveraineté des Etats. Elle ne connaît aucune frontière, n'est sensible à aucune éthique démocratique et, *in fine*, elle échappe à tout contrôle politique. La question lancinante depuis le début de la crise est celle de la souveraineté des Etats. Qui a le pouvoir, le pouvoir réel ? Les Etats ou les marchés

financiers ? Pour le public aujourd'hui, le rapport de force va à l'avantage de la finance mondialisée. Devenue centrale avec le développement de la crise, cette question réorganise les perceptions sociales, économiques et politiques.

L'effondrement de la Grèce impose un peu plus aux Français de réviser leur conception de l'Etat. Ce qui était impensable est devenu imaginable : un Etat peut basculer dans la faillite. Puis vinrent les menaces concernant l'Espagne et l'Italie, deux pays plus proches de la France que ne l'est la Grèce. La faillite d'un Etat n'apparaît plus seulement possible pour un pays considéré comme un peu marginal économiquement comme la Grèce. Elle peut toucher la France.

La crise impose à l'opinion un changement fondamental de sa conception de l'Etat : le pouvoir financier mondialisé domine les Etats et ces Etats, dont l'Etat français, dépendant de ce pouvoir, perdant leur souveraineté, peuvent s'effondrer.

Nous assistons sans doute, en ce moment même, et de façon à la fois subreptice et irrémédiable, à une rupture culturelle française. C'est la base des croyances politiques qui se fissure. Pour les Français, découvrir que l'Etat n'est pas pérenne, c'est perdre le cadre au travers duquel s'élaborait le sens des faits sociaux, politiques et économiques. Remarquons, pour prendre la mesure de cette rupture et de ses effets dans la confiance publique, qu'il n'y a qu'en temps de guerre que l'Etat est à ce point remis en cause.

Ce bouleversement en cours modifie la nature de l'expérience sociale. Les dégradations de la situation des milieux populaires dont nous avons rendu compte en 2006 étaient interprétées comme une situation inacceptable, injuste, trahissant la promesse républicaine. La pérennité de l'Etat-nation n'était pas objet de questionnement.

Aujourd'hui, nous constatons que la dégradation générale de la situation, qui comprend le déclassement, s'aggrave et gagne la quasi-totalité des milieux sociaux. De ce point

de vue, c'est une continuité avec ce qui fut observé depuis plus de dix ans. Mais il y a une rupture dans le sens attribué à cette dégradation. Pour le public, cette « descension » renvoie aux effets de la mondialisation financière : ce qui traverse les frontières pour exercer son pouvoir dans le cœur des Etats.

D'un certain point de vue, oui, il y a continuité, accentuation du déclassement ou, comme le soulignent les analyses de Jérôme Fourquet et de Camille Peugny, les Français font état d'une généralisation du glissement social vers le bas qui atteint pratiquement l'ensemble des milieux sociaux et se traduit par l'accentuation du morcellement de la société. Mais si l'on rapporte ce constat à la façon dont les Français racontent l'expérience de cette descension, nous voyons alors là se dessiner une discontinuité. La dégradation sociale qui intègre les effets du déclassement généralisé est interprétée non plus dans le cadre de l'Etat-nation : elle n'est plus rapportée aux déboires de la promesse républicaine. La question n'est plus seulement de savoir si la République est trahie, mais



si la République est viable. La question n'est plus de savoir ce qui va advenir de l'Etat mais si l'Etat a encore voix au chapitre dans un contexte où la finance impose chaque jour la démonstration de son pouvoir sur le politique. La question est de savoir si, dans cette dégradation généralisée, ce n'est pas l'Etat-nation lui-même qui n'est pas emporté et si ce n'est pas la Nation qui vacille. Ce n'est plus à l'Etat-nation que l'on se réfère pour donner un sens, fût-il négatif, à la dégradation de la situation, c'est à la mondialisation. C'est le cadre d'interprétation qui a changé alors même que le fonctionnement de ce nouveau cadre est très problématique : la mondialisation, comme le nom l'indique, est un processus. C'est un mouvement. Elle n'est pas stabilisée, la crise en est la preuve. Elle est vécue comme immaîtrisable, imprévisible, incontrôlable. Fondamentalement et contrairement à la notion d'Etat, la mondialisation ne réduit pas les incertitudes, elle les accentue. Nous nous trouvons donc devant une situation paradoxale : ce qui s'est imposé comme le cadre de référence ne peut produire que des incertitudes. Pour comprendre la situation dans laquelle, me semble-t-il,

l'opinion est entrée, imaginons un dictionnaire très particulier. Lorsque l'on cherche la définition d'un mot, on ne trouve qu'expression de doutes, d'hésitations et d'hypothèses contradictoires.

L'expérience sociale des Français passe par un moment de forte déstabilisation. L'irruption de la mondialisation comme cadre d'interprétation, en place de l'Etat-nation, ne peut produire qu'un doute ontologique : la France n'est-elle pas en train de vaciller ?

Finissons par une image pour prendre la mesure du désarroi des milieux populaires et d'une grande partie des catégories intermédiaires. En 2006, pour les milieux populaires, l'ascenseur social s'était mis à descendre. C'était très problématique mais cela supposait qu'il y avait un ascenseur et, de ce fait, un immeuble. Dénoncer l'inversion de l'ascenseur, c'était, en même temps reconnaître la pérennité de l'immeuble. Aujourd'hui, après cinq années de crise, la crainte n'est pas tant de voir descendre l'ascenseur que de voir l'immeuble s'effondrer.

**ANNEXE**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS DE L'ENQUÊTE**  
**SUR LE DÉCLASSEMENT SOCIAL ET**  
**L'AUTO-POSITIONNEMENT DANS LA SOCIÉTÉ,**  
**IFOP, JANVIER 2013**

*L'auto-positionnement dans la société*

La classe socio-économique  
à laquelle on estime appartenir

*Question: Personnellement, vous situeriez-vous plutôt parmi... ?*

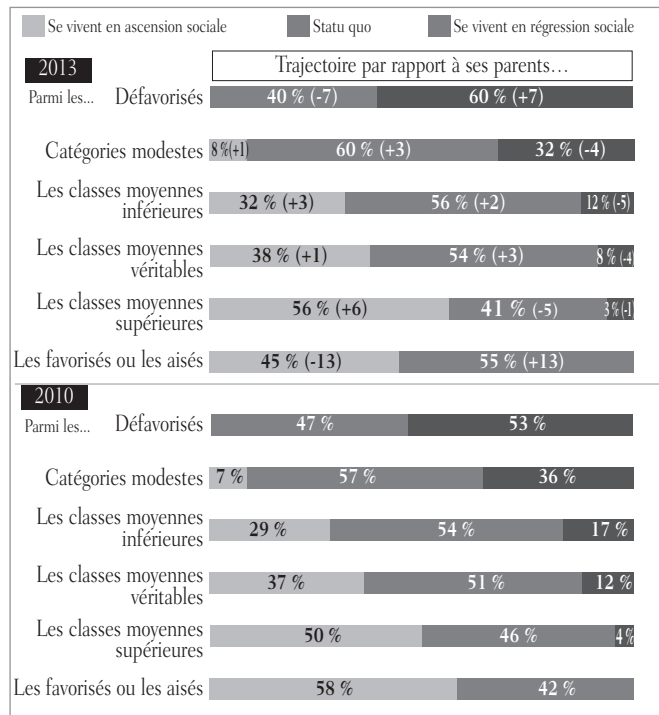
	Rappel Septembre 2010* (%)	Ensemble Janvier 2013 (%)	Evolution
Les défavorisés	4	6	+2
Les catégories modestes	29	33	+4
Les classes moyennes	52	48	-4
- Dont classes moyennes inférieures	24	28	+4
- Dont classes moyennes véritables	28	20	-8
Les classes moyennes supérieures	13	11	-2
Les favorisés ou les aisés	2	2	=

\* Etude Ifop pour la Fondation pour l'innovation politique, réalisée par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - *Computer Assisting Web Interviewing*) du 22 au 28 septembre 2010, auprès d'un échantillon national représentatif de 2 000 personnes âgées de 18 ans et plus.

## La classe socio-économique à laquelle on estime que ses parents appartiennent

Question : Et situeriez-vous vos propres parents plutôt parmi... ?

	Rappel Septembre 2010 (%)	Ensemble Janvier 2013 (%)	Evolution
Les défavorisés	5	6	+1
Les catégories modestes	37	41	+4
Les classes moyennes	41	40	-1
Les classes moyennes supérieures	15	11	-4
Les favorisés ou les aisés	2	2	=
TOTAL	100	100	

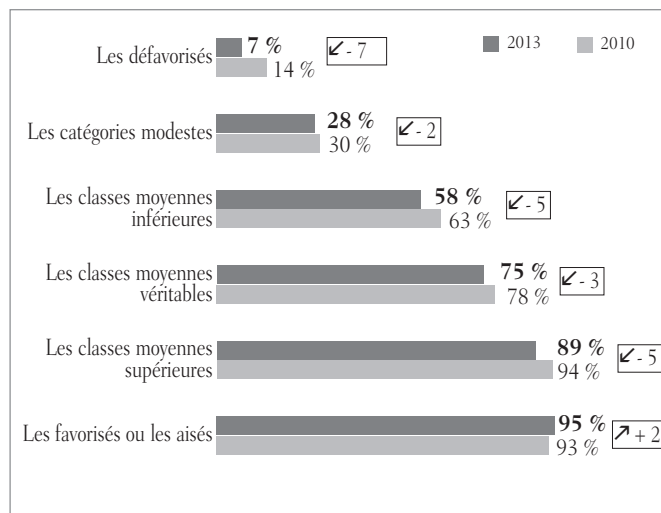


## La satisfaction vis-à-vis de la position occupée dans la société

*Question : Etes-vous très satisfait, assez satisfait, peu satisfait ou pas satisfait du tout de la position que vous occupez aujourd'hui dans la société ?*

	Rappel Septembre 2010 (%)	Ensemble Janvier 2013 (%)	Evolution
<b>TOTAL Satisfait</b>	<b>60</b>	<b>53</b>	<b>-7</b>
- Très satisfait	6	6	=
- Assez satisfait	54	47	-7
<b>TOTAL Pas satisfait</b>	<b>40</b>	<b>47</b>	<b>+7</b>
- Peu satisfait	32	37	+5
- Pas satisfait du tout	8	10	+2
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	

## Evolution : Satisfaits



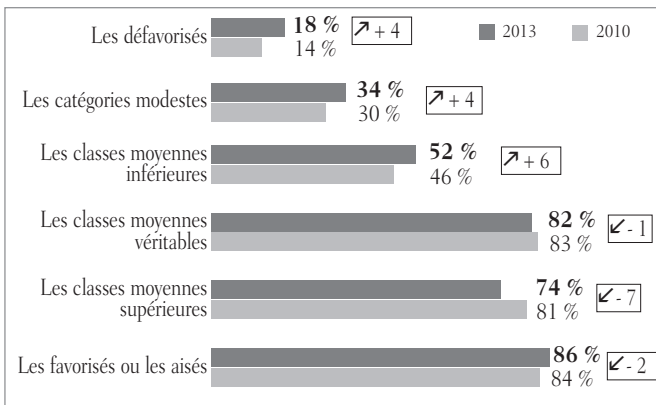
## Les revenus, l'impôt et l'épargne

### Le fait de payer l'impôt sur le revenu

Question : Payez-vous l'impôt sur le revenu ?

	Rappel Septembre 2010	Ensemble Janvier 2013
Oui	55	53
Non	45	47
TOTAL	100	100

#### Evolution : Oui



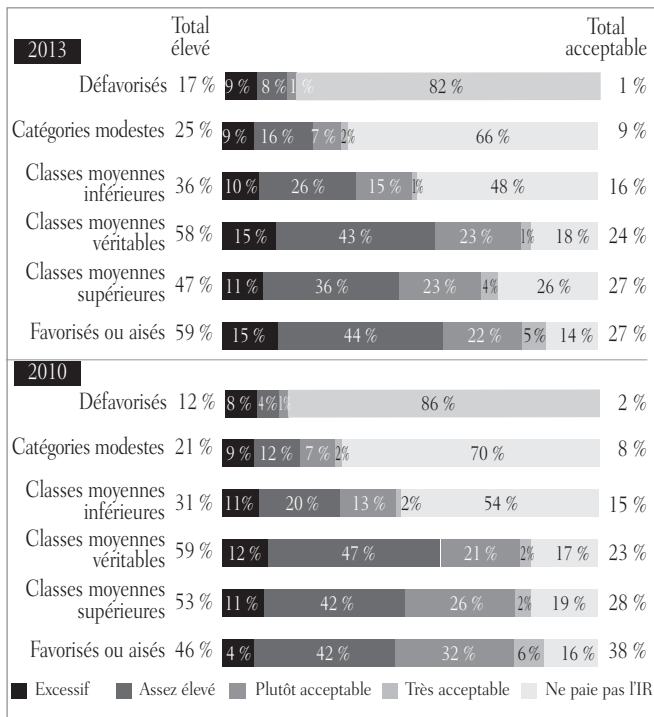
### Le jugement sur le niveau de l'impôt payé

Question : Diriez-vous que le montant de l'impôt sur le revenu que vous payez est... ?

	Rappel Septembre 2010 %	Ensemble Janvier 2013 %
Base : question posée uniquement aux personnes payant l'impôt sur le revenu, soit 53% de l'échantillon.		
<b>TOTAL Elevé</b>	<b>70</b>	<b>70</b>
- Excessif	20	20
- Assez élevé	50	50
<b>TOTAL Acceptable</b>	<b>30</b>	<b>30</b>
- Plutôt acceptable	27	27
- Très acceptable	3	3
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

## Le jugement sur le niveau de l'impôt payé

Question : Diriez-vous que le montant de l'impôt sur le revenu que vous payez est... ?

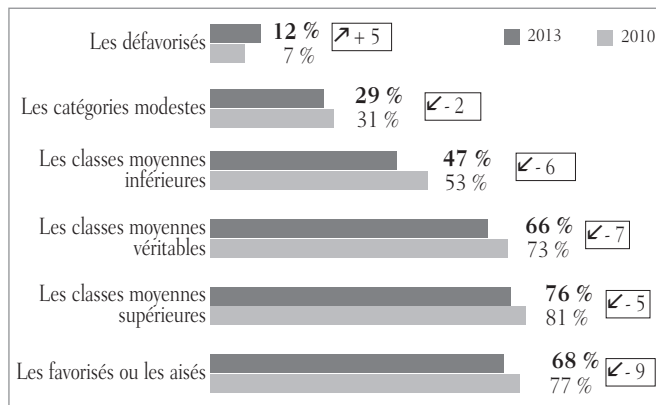


## La capacité d'épargne

Question : Une fois que vous avez payé toutes vos dépenses contraintes (logement, alimentation, etc.) avez-vous la possibilité d'épargner de l'argent à la fin du mois ?

	Rappel Septembre 2010 (%)	Ensemble Janvier 2013 (%)	Evolution
Oui	54	47	-7
Non	46	53	+7
TOTAL	100	100	

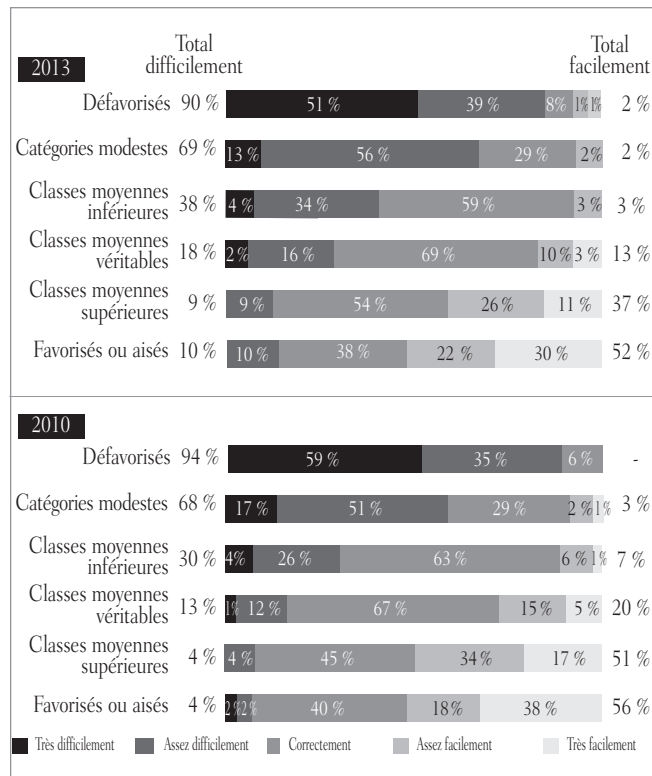
### Evolution : Oui



## La façon dont on s'en sort avec ses revenus

Question : Comment vous en sortez-vous avec les revenus de votre foyer ?

	Rappel Septembre 2010 (%)	Ensemble Janvier 2013 (%)	Evolution
<b>TOTAL Difficilement</b>	<b>36</b>	<b>44</b>	<b>+8</b>
- Très difficilement	9	9	=
- Assez difficilement	27	35	+8
<b>Correctement</b>	<b>48</b>	<b>46</b>	<b>-2</b>
<b>TOTAL Facilement</b>	<b>16</b>	<b>10</b>	<b>-6</b>
- Assez facilement	11	7	-4
- Très facilement	5	3	-2
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	



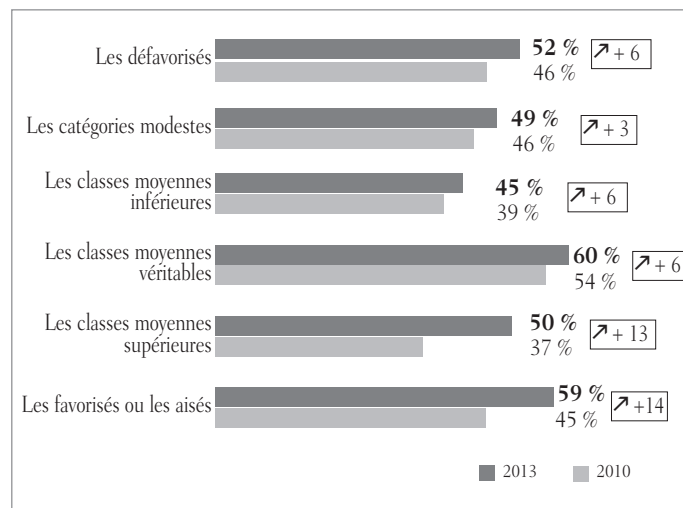
## *Le jugement sur les évolutions de la qualité de vie*

Le pronostic sur la façon dont on vivra dans dix ans

*Question : Comment pensez-vous que vous vivrez dans une dizaine d'années ?*

	Rappel Septembre 2010 (%)	Ensemble Janvier 2013 (%)	Evolution
<b>TOTAL Mieux</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>=</b>
- Beaucoup mieux qu'aujourd'hui	7	6	-1
- Un peu mieux qu'aujourd'hui	18	19	+1
<b>Pareil qu'aujourd'hui</b>	<b>29</b>	<b>25</b>	<b>-4</b>
<b>TOTAL Moins bien</b>	<b>46</b>	<b>50</b>	<b>+4</b>
- Un peu moins bien qu'aujourd'hui	30	33	+3
- Beaucoup moins bien qu'aujourd'hui	16	17	+1
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	

### *Evolution : TOTAL Moins bien*



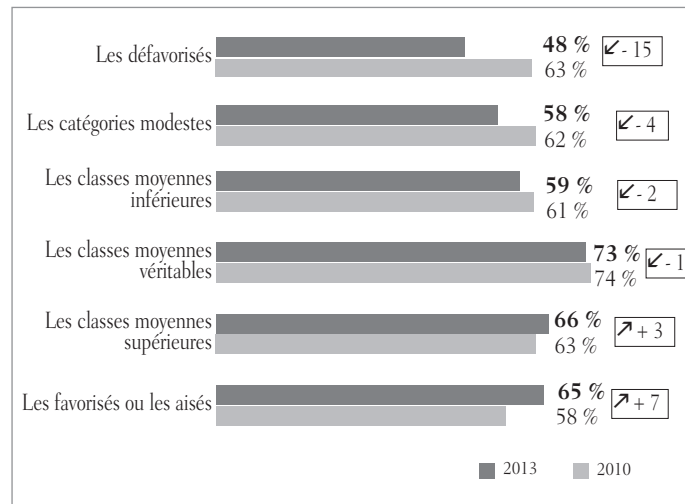


## Le pronostic sur la façon dont la future génération vivra dans la société française de demain

*Question : Et comment pensez-vous que vos enfants ou vos neveux et nièces vivront dans la société française de demain ?*

	Rappel Septembre 2010 (%)	Ensemble Janvier 2013 (%)	Evolution
<b>TOTAL Mieux</b>	<b>14</b>	<b>16</b>	<b>+2</b>
- Beaucoup mieux que vous	2	2	=
- Un peu mieux que vous	12	14	+2
<b>Pareil que vous</b>	<b>21</b>	<b>22</b>	<b>+1</b>
<b>TOTAL Moins bien</b>	<b>65</b>	<b>62</b>	<b>-3</b>
- Un peu moins bien que vous	37	35	-2
- Beaucoup moins bien que vous	28	27	-1
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	

### Evolution : TOTAL Moins bien

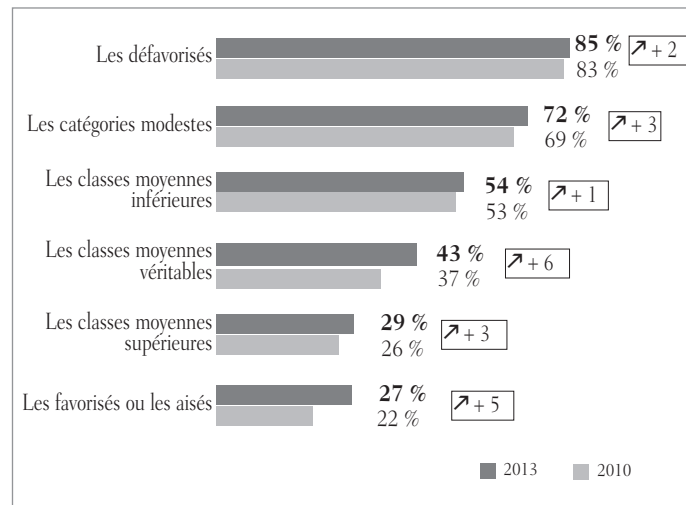


## Le jugement sur la façon dont ses parents vivaient au même âge

Question : Diriez-vous que vos parents vivaient à votre âge... ?

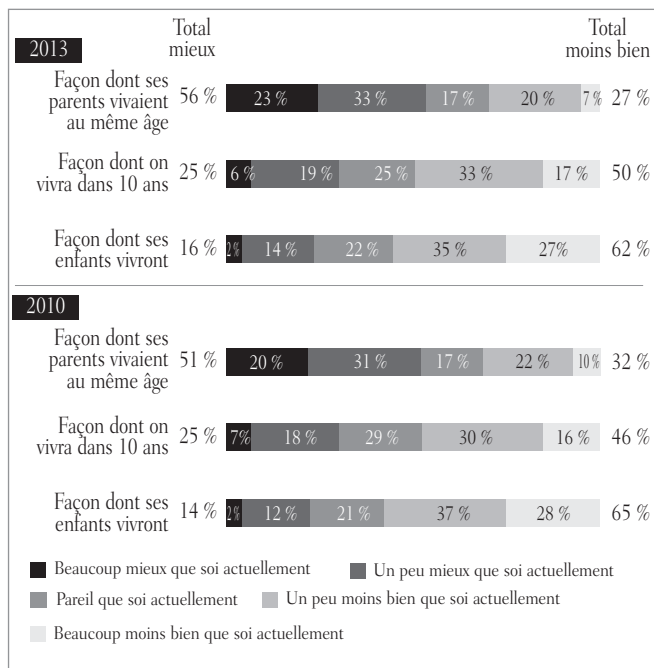
	Rappel Septembre 2010 (%)	Ensemble Janvier 2013 (%)	Evolution
<b>TOTAL Mieux</b>	<b>51</b>	<b>56</b>	<b>+5</b>
- Beaucoup mieux que vous	20	23	+3
- Un peu mieux que vous	31	33	+2
<b>Pareil que vous</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>=</b>
<b>TOTAL Moins bien</b>	<b>32</b>	<b>27</b>	<b>-5</b>
- Un peu moins bien que vous	22	20	-2
- Beaucoup moins bien que vous	10	7	-3
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	

Evolution : TOTAL Moins bien



## Une perception de la qualité de vie inscrite dans un mouvement linéaire de dégradation

### Récapitulatif



## La façon dont on se sent aidé par l'État et les pouvoirs publics

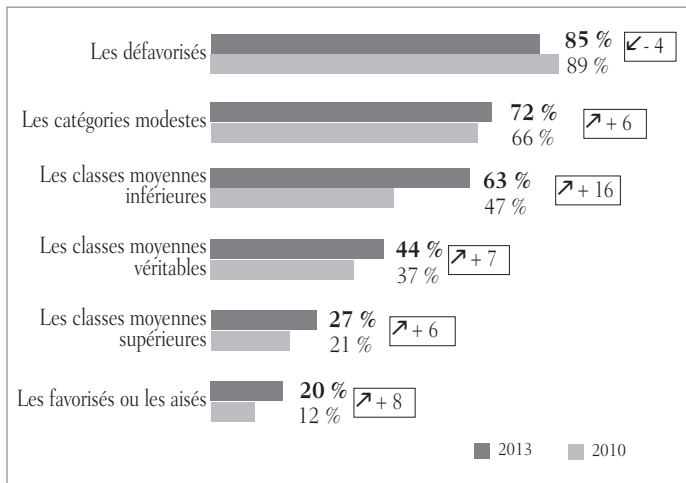
Question : Et diriez-vous qu'en France, l'Etat et les pouvoirs publics aident trop, pas assez ou comme il faut les gens comme vous ?

	Rappel Septembre 2010 (%)	Ensemble Janvier 2013 (%)	Evolution
Trop	14	9	-5
Pas assez	47	59	+12
Comme il faut	39	32	-7
TOTAL	100	100	

## La façon dont on se sent aidé par l'Etat et les pouvoirs publics

*Question : Et diriez-vous qu'en France, l'Etat et les pouvoirs publics aident trop, pas assez ou comme il faut les gens comme vous ?*

*Evolution : Pas assez*



LE GRAND MALAISE. ENQUÊTE SUR LES CLASSES MOYENNES

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN  
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-054-0

© EDITIONS FONDATION JEAN-JAURES  
12 CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS  
[www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)

Réalisation : REFLETSGRAPHICS  
Achévé d'imprimer par l'imprimerie A.Trois

Mai 2013



Jérôme Fourquet  
Alain Mergier  
Camille Peugny

## Le grand malaise Enquête sur les classes moyennes

Les classes moyennes sont-elles au bord de la crise de nerfs ?  
Dans quelle mesure leur situation, ou tout au moins la perception qu'elles en ont, se dégrade-t-elle ?

Sept ans après *Le Descenseur social*, quatre ans après *Le déclassement*, Alain Mergier et Camille Peugny repartent d'une enquête, analysée par Jérôme Fourquet, pour décrypter le grand malaise de ceux qui se vivent comme les perdants de la mondialisation.

[www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)



ISBN : 978-2-36244-054-0

6 €